

Service Installations classées de la DDPP
et Unité départementale de la DREAL

Arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL UD38-2026-05-24
du 19 MAI 2026
portant levée de la mise en demeure prise à l'encontre
de la société GONIN S.A.S. T.P. CARRIÈRES
sur la commune de Parmilieu

La préfète de l'Isère,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment le livre I^{er} titre VII (dispositions communes relatives aux contrôles et aux sanctions) et les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1 et R.171-1, le livre V, titre I^{er} (installations classées pour la protection de l'environnement) et les articles L.511-1 et L.514-5 ;

Vu le code de justice administrative, notamment le livre IV (l'introduction de l'instance de premier ressort), titre II (les délais) et l'article R.421-1 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment les articles L.121-1 et L.211-2 ;

Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

Vu l'ensemble des décisions réglementant les activités exercées par la société GONIN S.A.S. T.P. CARRIÈRES au sein de son établissement situé lieu-dit « Communaux des Brosses » - 38390 Parmilieu, et notamment l'arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL UD38-2023-04-13 du 12 avril 2023 autorisant l'exploitation de la carrière de Parmilieu pour une durée de 30 ans ;

Vu l'arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL UD38-2026-01-08 en date du 13 janvier 2026 mettant en demeure la société GONIN S.A.S. T.P. CARRIÈRES de respecter les prescriptions relatives au suivi des tirs de mines et en particulier les dispositions de l'article 5.3.2 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°DDPP-DREAL UD38-2023-04-13 du 12 avril 2023 ;

Considérant le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère, du 5 mai 2026, rédigé à la suite du contrôle effectué le 30 avril 2026 de la société GONIN S.A.S. T.P. CARRIÈRES proposant de lever la mise en demeure concernant son site implanté sur la commune de Parmilieu ;

Considérant que la visite réalisée le 30 avril 2026 par l'inspection des installations classées de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère a permis de constater que la société GONIN S.A.S. T.P. CARRIÈRES a satisfait aux exigences de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13 janvier 2026 susvisé ;

Considérant, en conséquence, qu'il y a lieu de lever la mise en demeure susvisée ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations de l'Isère et du chef de l'unité départementale de l'Isère de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes,

Arrête

Article 1 :

L'arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL UD38-2026-01-08 du 13 janvier 2026, mettant en demeure la société GONIN S.A.S. T.P. CARRIÈRES de respecter les prescriptions relatives au suivi des tirs de mine, et en particulier les dispositions de l'article 5.3.2 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°DDPP-DREAL UD38-2023-04-13 du 12 avril 2023, est abrogé.

Article 2 : Publicité

Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Isère (www.isere.gouv.fr) pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : Voies et délais de recours

En application de l'article L.171-11 du code de l'environnement, cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le présent arrêté peut également faire préalablement l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois à compter de sa notification, conformément aux dispositions des articles L.411-1 et suivants du code des relations entre le public et l'administration.

Cet arrêté peut par ailleurs faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

La saisine du tribunal administratif est possible par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.

Article 4 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Isère, le sous-préfet de La Tour-du-Pin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société GONIN S.A.S. T.P. CARRIÈRES et dont copie sera adressée au maire de Parmilieu.

La préfète



Catherine SÉGUIN